

Il y a un autre sujet que j'aimerais aborder très brièvement. Le député qui tient à faire entendre son point de vue pourrait aussi bien rester chez lui, il obtiendrait à peu près le même résultat, surtout en ce qui concerne les affaires extérieures. A toutes les époques, et même en temps de guerre, le premier ministre King a permis aux députés de délibérer quelques jours sur la politique étrangère. Il ne s'agissait pas de jours réservés à l'opposition, mais de ceux réservés au gouvernement.

Où le Canada prend-il maintenant ses politiques étrangères? Pas à la Chambre des communes, car nous n'avons jamais été consultés, mais dans le cerveau d'Ivan Head et dans celui du premier ministre. Si nous avons voix au chapitre, aurions-nous laissé faire Cuba? Au lieu de flatter Castro, est-ce que nous ne ferions pas voir le danger que fait courir à la paix mondiale la présence de ses troupes en Angola, où elles écrasent aujourd'hui ceux qui croient à la liberté?

Comment se fait-il que le Canada soit mal vu sur la scène internationale, comme l'a dit l'honorable John Turner? Partout en Amérique du Sud et en Amérique Centrale, on dit: «Voyez Castro: il peut déployer son armée n'importe quand, dans n'importe quel pays». J'aimerais bien savoir ce qui est arrivé aux deux avions que nous avons fournis à Castro. Ont-ils servi à transporter les soldats cubains? Si je pose la question c'est que le ministre est apparemment au courant, même en dehors des milieux diplomatiques. Où sont aujourd'hui ces avions? Combien le gouvernement cubain nous les a-t-il payés?

A-t-on donné aux députés l'occasion de faire connaître leurs vues sur l'énorme menace que représentent pour la paix mondiale les interventions de l'U.R.S.S. dans différents pays, alors qu'elle jouit d'une protection en vertu de l'accord conclu à Helsinki? Je me suis opposé à ce pacte, en disant qu'il était néfaste et dangereux. En le signant, les pays du monde occidental approuvaient tout simplement les cruautés diaboliques dont font l'objet les Ukrainiens, les peuples des États baltes et les autres qui se trouvent derrière le rideau de fer. Avons-nous eu l'occasion d'en parler, monsieur l'Orateur? Le gouvernement du Canada avait-il le droit de décider d'approuver le pacte d'Helsinki sans demander au Parlement, sinon son accord, du moins son opinion? A l'heure actuelle, les affaires extérieures du Canada ne sont pas aux mains des fonctionnaires expérimentés de ce ministère. Ceux-ci ne sont que des rouages. Les décisions de Head et du premier ministre constituent la politique canadienne et c'est trop dangereux.

J'aimerais proposer au gouvernement—et je demanderai au ministre de l'Agriculture d'en faire part aux responsables—de nous consacrer périodiquement un ou deux jours pour nous permettre d'exprimer nos opinions. Car du train où vont les choses, notre pays, de plus en plus souvent, tourne le dos aux nations qui protègent la liberté et se tournent de façon générale vers les pays qui sont aujourd'hui sous la domination directe ou indirecte de l'U.R.S.S. et du communisme.

Jamais au grand jamais, la liberté n'a-t-elle été plus menacée qu'à l'heure actuelle, et les pays de l'OTAN commencent à s'en rendre compte. Le Kremlin a créé deux des armées les plus puissantes du monde ainsi que la plus grande marine de guerre qui navigue dans les eaux méditerranéennes, ce qu'il

Compression des dépenses de l'État

essaye de faire depuis l'époque du roi Pierre le Grand. La semaine dernière, on a même exprimé certaines craintes quant aux stocks d'armes atomiques et de bombes H de l'U.R.S.S.. Nous n'avons pas l'occasion d'en parler, car là où se trouve Head se trouve également Trudeau. Les fonctionnaires expérimentés des Affaires extérieures feraient tout aussi bien de ne rien dire, car deux personnes seulement décident de la politique du Canada. Cela constitue une trop grande menace pour la paix, dans notre pays et dans le monde.

Je n'en dirai pas plus long pour aujourd'hui, monsieur l'Orateur. Je n'ai jamais connu de gouvernement qui craigne à ce point que le Parlement exerce un certain contrôle des dépenses. Le Parlement n'en a aucun. Au début du système parlementaire, les députés de la Chambre se réunissaient en comité plénier afin d'étudier les prévisions budgétaires. Je sais à quel point certains ministres ont parfois été préoccupés à ce sujet. Lorsque j'étais premier ministre, ils me disaient: «Nous allons discuter du budget de mon ministère et je crois avoir des explications à donner». Ce à quoi je répondais: «Si tel est le cas, expliquez-vous». Il n'y a plus rien de tel aujourd'hui. De la façon dont l'administration fonctionne à l'heure actuelle, le gouvernement fédéral pourrait escamoter 100 millions de dollars sans que le Parlement ou l'un de ses représentants puisse s'y opposer, car ils n'en sauraient rien.

J'ai écouté les propos hypocrites du premier ministre qui s'est découvert aujourd'hui une affection pour cette institution. Je me souviens d'une occasion où il a déclaré que de nombreux députés libéraux étaient des vauriens. Je n'irai pas le contredire, monsieur l'Orateur, car il doit savoir de quoi il parle. Il a de fait déclaré: «Nous nous en débarrasserons aux prochaines élections.» Voilà celui qui s'adressera demain soir au peuple canadien, alors que le Canada tout entier se demande où on s'en va. Personne n'est plus responsable que le premier ministre des divisions qui existent dans notre pays, personne.

• (1630)

Des voix: Bravo!

M. Diefenbaker: Demain il va nous annoncer ce dont notre pays a besoin. Certes, il ne m'appartient pas de plaider la cause de M. Lévesque, mais je n'ai jamais entendu une seule critique de la part du premier ministre pendant la campagne électorale dans cette province, et il ne s'agissait pas seulement d'une simple élection provinciale. Nombre de députés libéraux de la Chambre sont allés dire aux Québécois ce qui n'allait pas; au moyen de leurs bulletins de vote, les Québécois leur ont tout simplement proposé d'aller voir ailleurs. Notre pays est divisé et c'est le premier ministre qui en est responsable. Je n'hésite absolument pas à le dire.

Des voix: Bravo!

M. Diefenbaker: C'est un fait reconnu, même par ce député de la Colombie-Britannique. Quand elle retournera dans sa circonscription, elle aura beaucoup de mal à dire le contraire. Les gens sont inquiets parce que cet homme a choisi de tracer lui-même l'avenir de notre pays. Il est intéressant de noter que, il y a quelques jours, M. Lévesque a décidé de demander aux ministres de la Couronne de la province de Québec de prêter le serment d'allégeance à la Reine.